

Unité départementale de l'Aisne
10 rue de Mayenne
02200 Soissons

Soissons, le 07/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/01/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAS Éoliennes de la Vallée

29 rue des Trois Cailloux
80000 Amiens

Références : PELV_25_RappVI_055
Code AIOT : 0005107468

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/01/2025 dans l'établissement SAS Éoliennes de la Vallée implanté Lieu-dit La Frete 02140 Haution. L'inspection a été annoncée le 06/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Vérifications des obligations réglementaires des premiers mois après la mise en service du parc éolien.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS Éoliennes de la Vallée
- Lieu-dit La Frete 02140 Haution
- Code AIOT : 0005107468
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Il s'agit d'un parc éolien constitué de 6 éoliennes sur les 7 autorisées, ainsi que de 2 postes de livraison. Ce parc bénéficie de l'autorisation via l'arrêté préfectoral du 3 octobre 2013.

Toutefois, l'éolienne E6 n'a pas encore été construite, car un PAC a été déposé le 7 mars 2024 pour demander son déplacement de 39 mètres et l'ajout d'un troisième poste de livraison.

Le 13 mars 2024, une demande de complément a été adressée à l'exploitant, précisant qu'après examen, il apparaît que les conditions de plantations (mentionnées à la page 113 du dossier initial) sont spécifiées dans l'arrêté d'autorisation du 3 octobre 2013, à l'article 6-II relatif à la protection du paysage, et que le projet concerne une nouvelle parcelle.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Conformité risques électriques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 10	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Panneau et identification mât	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	Demande d'action corrective	1 mois
17	Mesures de réduction des émissions sonores	Arrêté Préfectoral du 03/10/2013, article 9	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dispositions Constructives	Arrêté Préfectoral du 01/04/2022, article 3	Sans objet
2	Information de mise en service	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.2	Sans objet
3	Conformité norme NF EN / IEC 61400	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 8	Sans objet
4	Conformité mise à la terre	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 9	Sans objet
6	Accès	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	Sans objet
8	Intérieur	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	Sans objet
9	Essais arrêts avant mise en service	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17-1er alinéa	Sans objet
10	Contrôle des brides et du mât	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-I	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
11	Systèmes Instrumentés de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-III	Sans objet
12	Registre de maintenance	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	Sans objet
13	Consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22	Sans objet
14	Moyens de lutte contre incendie	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	Sans objet
15	Moyens de lutte contre projection de glace	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 25	Sans objet
16	Mesures de bruit	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 28	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de l'inspection, il a été constaté que l'exploitant n'a pas mis en œuvre le plan de bridage de l'éolienne E5 tel que défini dans l'arrêté préfectoral du 3 octobre 2013.

Cependant, une nouvelle étude a été déposée avec le projet de modification d'emplacement de l'éolienne E6 par le PAC du 7 mars 2024. Une demande de complément a été adressée à l'exploitant le 13 mars 2024 concernant ce dossier. À ce jour, aucune réponse n'a été fournie par l'exploitant. L'exploitant doit régulariser sa situation afin de se mettre conforme au bon plan de bridage pour l'éolienne E5.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions Constructives

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/04/2022, article 3						
Thème(s) : Situation administrative, Localisation des installations						
Prescription contrôlée :						
Installatio n	Coordonn ées Lambert II étendu		Coordonn é e s Lambert93		Commune s	Parcelles
	X	Y	X	Y		
Aérogénér	706 533	2 541 626	758 735	6 974 005	Haution	ZE 6, 7, 38,

ateur n° 1 (E1)						39, 40
Aérogénérateur n° 2 (E2)	706 829	2 541 324	759 028	6 973 701	Haution	ZE 38, 39, 40
Aérogénérateur n° 3 (E3)	707 721	2 540 698	759 915	6 973 068	Laigny	ZC 33
Aérogénérateur n° 4 (E4)	706 330	2 540 808	758 525	6 973 190	La Vallée au Blé	ZE 18, 19
Aérogénérateur n° 5 (E5)	705 655	2 540 775	757 851	6 973 162	La Vallée au Blé	ZE 17
Aérogénérateur n° 6 (E6)	705 834	2 540 412	758 026	6 972 798	La Vallée au Blé	ZE 24
Aérogénérateur n° 7 (E7)	706 189	2 540 126	758 379	6 972 506	Voulpaix	ZC 2
Poste de livraison 1	705 655	2 540 775	757 853	6 973 162	La Vallée au Blé	ZE 17
Poste de livraison 2	705 655	2 540 775	757 853	6 973 162	La Vallée au Blé	ZE 17

Constats :

L'emplacement des éoliennes a été respecté. Seule l'éolienne E6 n'a pas été construite car un PAC a été déposé le 7 mars 2024 demandant le déplacement de E6 de 39 mètres et l'ajout d'un 3ème poste de livraison.

Une demande de complément a été envoyée à l'exploitant le 13 mars 2024 notifiant qu'après examen, il apparaît que les conditions d'implantations (page 113 du dossier initial) sont imposées dans l'arrêté d'autorisation du 3 octobre 2013 à l'article 6-II protection du paysage et que le projet concerne une nouvelle parcelle.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Information de mise en service

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.2

Thème(s) : Situation administrative, Déclaration OREOL

Prescription contrôlée :

Le pétitionnaire et l'exploitant sont tenus de déclarer les données techniques relatives à l'installation, incluant l'ensemble des aérogénérateurs et du (des) poste (s) de livraison. Les modalités de transmission et la nature des données techniques à déclarer sont définies par avis au Bulletin officiel du ministère de la transition écologique et solidaire. II. - A compter de la date de publication de l'avis visé au point I du présent article, la déclaration doit être réalisée, et le cas échéant mise à jour dans un délai maximal de quinze jours après chacune des étapes suivantes : [...] - la mise en service industrielle des aérogénérateurs y compris, le cas échéant, après leur renouvellement ;

Les données techniques obligatoires à transmettre de la part du pétitionnaire et de l'exploitant sont : 1. Les données techniques relatives au parc : numéro ICPE, raison sociale, localisation, nom et SIRET de l'exploitant, statut du parc, nombre d'aérogénérateurs et de poste(s) de livraison, date de dépôt du dossier de demande, date de déclaration d'ouverture du chantier de construction, [...] ; 2. Les données techniques relatives à chaque aérogénérateur : constructeur, référence commerciale du modèle, puissance installée, balisage lumineux installé, gabarit, coordonnées géographiques, date de mise en service ; 3. Les données techniques relatives au(x) poste(s) de livraison : coordonnées géographiques.

Constats :

L'exploitant a déclaré les données techniques relatives à l'installation, incluant l'ensemble des aérogénérateurs et des postes de livraison sur Oreol.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Conformité norme NF EN / IEC 61400

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 8

Thème(s) : Risques accidentels, Certification CE

Prescription contrôlée :

L'aérogénérateur est conçu pour garantir le maintien de son intégrité technique au cours de sa durée de vie. Le respect de la norme NF EN 61 400-1 ou IEC 61 400-1, dans leur version en vigueur à la date de dépôt du dossier de demande d'autorisation environnementale prévu par l'article L. 181-8 du code de l'environnement, ou « , pour un projet de renouvellement, dans sa version en vigueur à la date du dépôt d'un porter-à-connaissance auprès du préfet, ou le respect de » toute norme équivalente en vigueur dans l'Union européenne à l'exception des dispositions contraires aux prescriptions du présent arrêté, permet de répondre à cette exigence.

Un rapport de contrôle d'un organisme compétent atteste de la conformité de chaque aérogénérateur de l'installation avant « la mise en service industrielle de l'installation ». En outre l'exploitant dispose des justificatifs démontrant que chaque aérogénérateur de l'installation « a fait l'objet du contrôle prévu à l'article R. 125-17 du code de la construction et de l'habitation ».
Constats : L'exploitant a présenté le certificat n°44 220 16117724-TC-IEC-a, Rev. 11 attestant du respect de la norme NF EN 61 400-1 pour l'ensemble du parc éolien.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Conformité mise à la terre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Mise à la terre
Prescription contrôlée : L'installation est mise à la terre pour prévenir les conséquences du risque foudre. Le respect de la norme «NF EN » IEC 61 400-24, dans sa version en vigueur à la date de dépôt du dossier de demande d'autorisation environnementale prévu par l'article L. 181-8 du code de l'environnement « ou, pour un projet de renouvellement, dans sa version en vigueur à la date du dépôt d'un porter-à-connaissance auprès du préfet » permet de répondre à cette exigence. Un rapport de contrôle d'un organisme compétent « au sens de l'article 17 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation » atteste de la mise à la terre de l'installation avant sa mise en service industrielle. « Des contrôles périodiques sont effectués pour vérifier la pérennité de la mise à la terre, selon les périodicités suivantes : une fois par an pour le contrôle visuel et une fois tous les deux ans pour le contrôle avec mesure de la continuité électrique. »
Constats : L'exploitant a transmis les rapports de conformité électrique, reprenant le contrôle de la mise à la terre, relatifs à l'ensemble du parc éolien. Ces rapports attestent de la conformité aux exigences de la norme NF EN IEC 61 400-24. Les vérifications ont été réalisées le 12 septembre 2024. • E1 rapport n°NDX93119 • E2 rapport n°NDX93120 • E3 rapport n°NDX93121 • E4 rapport n°NDX93122 • E5 rapport n°NDX93123 • E7 rapport n°NDX93124 L'ensemble de ces rapports sont conformes.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Conformité risques électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : L'installation est conçue pour prévenir les risques « d'incendie et d'explosion d'origine électrique ». Pour satisfaire au 1er alinéa : - les installations électriques à l'intérieur de l'aérogénérateur respectent les dispositions de la directive du 17 mai 2006 susvisée qui leur sont applicables ; - « pour les installations électriques non visées par la directive du 17 mai 2006, notamment les installations extérieures à l'aérogénérateur, le respect des dispositions des normes » NF C 15-100, NF C 13-100 et NF C 13-200, dans leur version en vigueur à la date de dépôt du dossier de demande d'autorisation environnementale prévu par l'article L. 181-8 du code de l'environnement, « ou, pour un projet de renouvellement, dans sa version en vigueur à la date du dépôt d'un porter-à-connaissance auprès du préfet » permet de répondre à cette exigence. « Un rapport de contrôle d'un organisme compétent atteste de la conformité de l'ensemble des installations électriques, avant la mise en service industrielle des aérogénérateurs. »
Constats : L'exploitant a transmis les rapports de conformité électrique relatifs à l'ensemble du parc éolien. Ces rapports attestent de la conformité aux exigences des normes NF C 15-100, NF C 13-100 et NF C 13-200. Les vérifications ont été réalisées le 12 septembre 2024. • E1 rapport n°NDX93119 • E2 rapport n°NDX93120 • E3 rapport n°NDX93121 • E4 rapport n°NDX93122 • E5 rapport n°NDX93123 • E7 rapport n°NDX93124 L'éolienne E3 présente une observation, plusieurs éclairages ne fonctionnent pas sur la partie haute de la tour. De ce fait, l'exploitant a transmis, par mail le 28 janvier 2025, la planification d'une intervention le 29 janvier 2025.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmettra le rapport de l'intervention du 29 janvier 2025 à la Préfète de l'Aisne.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Accès

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Accès
Prescription contrôlée : Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs.

Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.
Constats : L'inspection a constaté que les installations ne sont pas en accès libre et sont maintenues fermées à clé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Panneau et identification mât

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Affichage public
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2. Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment : - les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ; - l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ; - la mise en garde face aux risques d'électrocution ; - la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.
Constats : L'exploitant a mis en place des panneaux à chaque entrée d'aérogénérateur reprenant les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale, l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur, la mise en garde face aux risques d'électrocution et la mise en garde face au risque de chute de glace. Cependant, il a été constaté que les aérogénérateurs ne sont pas identifiés par un numéro correspondant à celui mentionné dans l'arrêté préfectoral d'autorisation en date du 3 octobre 2013.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit corriger l'identification des aérogénérateurs afin d'assurer une correspondance claire entre les numéros d'éoliennes et ceux figurant dans les documents officiels. L'exploitant transmettra une photo de chaque aérogénérateur avec le numéro d'identification corrigé à la Préfète de l'Aisne.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Intérieur

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16
Thème(s) : Risques accidentels, propreté
Prescription contrôlée : L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.
Constats : L'inspection a constaté que l'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. De plus, rien n'était entreposé à l'intérieur de l'aérogénérateur.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Essais arrêts avant mise en service

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17-1er alinéa
Thème(s) : Risques accidentels, Maintenance
Prescription contrôlée : « Avant toute mise en service industrielle, l'exploitant réalise des essais sur chaque aérogénérateur permettant de s'assurer du bon fonctionnement de l'ensemble des équipements mobilisés pour mettre chaque aérogénérateur en sécurité. » - un arrêt ; - un arrêt d'urgence ; - un arrêt depuis un régime de survitesse ou depuis une simulation de ce régime.
Constats : L'exploitant a présenté et transmis les rapports de réception de l'ensemble du parc éolien. Les essais, tels que mentionnés dans la prescription précitée, ont été réalisés le 29 mai 2024 et se sont avérés conformes aux exigences réglementaires. • E1 rapport n°VLE-993 • E2 rapport n°CKE-994 • E3 rapport n°CKE-1023 • E4 rapport n°PHU-1033 • E5 rapport n°VLE-1012 • E7 rapport n°CKE-1000
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Contrôle des brides et du mât

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-I
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle-Brides et mât
Prescription contrôlée : I. - Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne

peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.

Constats :

L'exploitant a présenté les rapports de maintenance des éoliennes de l'ensemble du parc éolien démontrant le contrôle des brides de fixations, des brides de mat, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur.

Le parc éolien, mis en service le 1er août 2024, a fait l'objet de ces contrôles le 18 août 2024. Les documents fournis démontrent la prise en compte des vérifications nécessaires dans les délais requis.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Systèmes Instrumentés de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-III

Thème(s) : Risques accidentels, SIS

Prescription contrôlée :

III. - L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse. L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps. Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement.

Constats :

L'exploitant a présenté et transmis les rapports de réception, datés du 29 mai 2024, pour l'ensemble du parc éolien. Ces rapports incluent la liste détaillée des systèmes instrumentés de sécurité ainsi que des systèmes de détection mis en place pour identifier tout fonctionnement anormal de l'installation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Registre de maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19

Thème(s) : Risques accidentels, Maintenance

Prescription contrôlée :

L'exploitant dispose d'un manuel d'entretien de l'installation dans lequel sont précisées la nature et les fréquences des opérations de maintenance qui doivent être effectuées afin d'assurer le bon fonctionnement de l'installation, ainsi que les modalités de réalisation des tests et des contrôles de sécurité, notamment ceux visés par le présent arrêté. L'exploitant tient à jour, pour son

installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.
Constats : L'exploitant a présenté un manuel d'entretien tenu à jour, détaillant la nature et la fréquence des opérations de maintenance nécessaires pour garantir le bon fonctionnement de l'installation. Ce document précise également les modalités de réalisation des tests et des contrôles de sécurité.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22
Thème(s) : Risques accidentels, Situations d'urgence – Consignes et procédures
Prescription contrôlée : Des consignes de sécurité sont établies et portées à la connaissance du personnel en charge de l'exploitation et de la maintenance. Ces consignes indiquent : - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ; - les limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt (notamment pour les défauts de structures des pales et du mât, pour les limites de fonctionnement des dispositifs de secours notamment les batteries, pour les défauts de serrages des brides) ; - les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles ; - les procédures d'alertes avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ; - le cas échéant, les informations à transmettre aux services de secours externes (procédures à suivre par les personnels afin d'assurer l'accès à l'installation aux services d'incendie et de secours et de faciliter leur intervention). Les consignes de sécurité indiquent également les mesures à mettre en oeuvre afin de maintenir les installations en sécurité dans les situations suivantes: survitesse, conditions de gel, orages, tremblements de terre, haubans rompus ou relâchés, défaillance des freins, balourd du rotor, fixations détendues, défauts de lubrification, tempêtes de sable, incendie ou inondation.
Constats : L'exploitant a élaboré des consignes de sécurité intégrant les points mentionnés dans l'article 22 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011. Ces consignes sont communiquées au personnel en charge de l'exploitation et de la maintenance à travers le plan de prévention, qui est disponible sur site et transmis par courriel. Avant toute intervention dans un aérogénérateur, chaque intervenant est tenu de signer une feuille d'émargement attestant de la prise de connaissance du plan de prévention.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Moyens de lutte contre incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre incendie

Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.
Constats : L'exploitant a présenté le rapport de vérification des extincteurs, daté du 9 décembre 2024 et référencé n°CHAMP0252 par la société Veritech. Ce rapport confirme la conformité de l'ensemble des extincteurs, à raison de trois par éolienne.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Moyens de lutte contre projection de glace

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 25
Thème(s) : Risques accidentels, Projection de glace
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est équipé d'un système permettant de détecter ou de déduire la formation de glace sur les pales de l'aérogénérateur. En cas de formation importante de glace, l'aérogénérateur est mis à l'arrêt dans un délai maximal de 60 minutes. L'exploitant définit une procédure de redémarrage de l'aérogénérateur en cas d'arrêt automatique lié à la présence de glace sur les pales permettant de prévenir la projection de glace. Cette procédure figure parmi les consignes de sécurité mentionnées à l'article 22. Lorsqu'un référentiel technique permettant de déterminer l'importance de glace formée nécessitant l'arrêt de l'aérogénérateur est reconnu par le ministre des installations classées, l'exploitant respecte les règles prévues par ce référentiel. Cet article n'est pas applicable aux installations pour lesquelles l'exploitant démontre, notamment sur la base de données météorologiques ou de caractéristiques techniques des aérogénérateurs, que l'installation n'est pas susceptible de générer un risque de projection de glace.
Constats : L'exploitant a présenté et transmis les rapports de réception, datés du 29 mai 2024, pour l'ensemble du parc éolien. Ces rapports incluent la liste détaillée des systèmes permettant de détecter ou de réduire la formation de glace sur les pales de l'aérogénérateur. L'exploitant a présenté la procédure de redémarrage de l'aérogénérateur en cas d'arrêt automatique lié à la présence de glace sur les pales permettant de prévenir la projection de glace.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Mesures de bruit

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 28
--

Thème(s) : Risques chroniques, Mesures de bruit
Prescription contrôlée : I. Vérification de la conformité acoustique de l'installation aux dispositions de l'article 26 de l'arrêté du 26/08/2011, dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle. II. Annulation par le Conseil d'État en date du 8 mars 2024 de certaines dispositions de l'AMPG faisant référence au protocole acoustique.
Constats : L'exploitant a réalisé la campagne de vérification de la conformité acoustique de l'installation du 16 octobre 2024 au 9 décembre 2024. Ce dernier est en attente du rapport.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmettra le rapport de vérification de la conformité acoustique de l'installation à la Préfète de l'Aisne.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Mesures de réduction des émissions sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/10/2013, article 9
Thème(s) : Risques chroniques, Nuisances sonores
Prescription contrôlée : L'exploitant doit mettre en place le plan de bridage des éoliennes E5 et E6 tel que défini page 42 de l'étude réalisée par le cabinet « Venhatec », et jointe à l'étude d'impact du dossier. Les documents attestant de la mise en oeuvre de ces mesures spécifiques sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Lors de l'inspection, il a été constaté que l'exploitant n'a pas mis en oeuvre le plan de bridage de l'éolienne E5 tel que défini à la page 42 de l'étude réalisée par le cabinet Venhatec, annexée à l'étude d'impact du dossier. Ce plan de bridage avait été établi pour un aérogénérateur de type N100. Or, l'exploitant a installé un aérogénérateur de type N117, dont les caractéristiques techniques, notamment la dimension du rotor et la puissance de la machine, diffèrent de celles prévues initialement. L'exploitant a cependant réalisé une nouvelle étude d'impact acoustique, datée du 10 février 2023 et référencée n°23-21-60-00724-03-A-TMA, également conduite par le cabinet Venhatec. Cette étude propose un nouveau plan de bridage, détaillé aux pages 71 et 72 du rapport, dans lequel l'éolienne E5 est bridée selon les conditions suivantes : • Début de nuit : vent de direction nord-est, vitesse de 6 m/s → Mode 5 ; • Période nocturne : vent de direction sud-ouest, vitesse de 5 m/s → Mode 6 ; • Période nocturne : vent de direction sud-ouest, vitesse de 6 m/s → Mode 5. Cependant, cette nouvelle étude a été déposée avec le projet de modification d'emplacement de

l'éolienne E6 par le PAC du 7 mars 2024. Une demande de complément a été adressée à l'exploitant le 13 mars 2024 concernant ce dossier. À ce jour, aucune réponse n'a été fournie par l'exploitant.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit régulariser sa situation afin de se mettre conforme au bon plan de bridage pour l'éolienne E5.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois